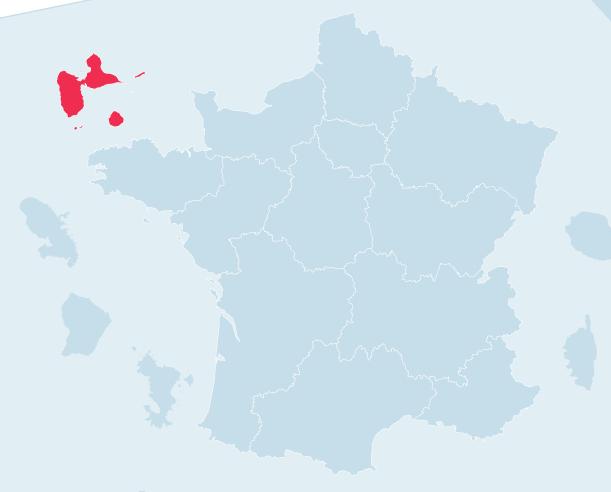
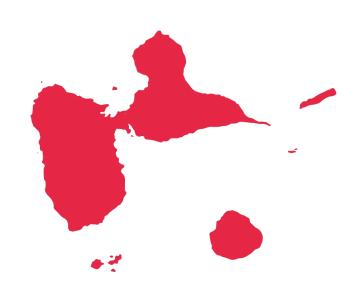




Juin 2022





RÉGION GUADELOUPE

SOMMAIRE

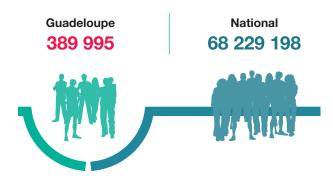
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS
BUDGETS
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT)
DERNIERES ACTUALITES14

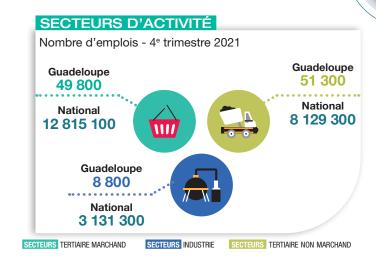
La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en mai 2022.

PRINCIPAUX INDICATEURS

POPULATION

Nombre d'habitants en 2019





TAUX DE CHÔMAGE 4° trimestre 2021 % de la population active Ruadeloupe 15,5 % 7,4 %

DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre au 1er trimestre 2022

Guadeloupe National 59 790 5 532 700



PRESTATAIRES DE FORMATION

	Guadeloupe	National
Organismes de formation	450 en 2021	93 193 en 2021
CFA/SA	32 CFA en 2021	1 330 CFA/SA en 2021

Nombre en 2019-2020 Guadeloupe National 1 340 478 803

BUDGET GLOBAL

Évolution du budget de la région en millions d'euros

		ı
2017	2018	2019
49,2	42,3	37,2

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2019 en millions d'euros



BUDGET PRIMITIF 2022 : 115,16 millions d'euros pour le budget formation, l'emploi et le développement humain



DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

	RÉGION			NATIONAL
POPULATION ET EMPLOI	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	393 401 en 2018 (1)	389 995 en 2019 (1) 372 939 (Estimation Insee au 1er janvier 2022) (2)	-0,87% (1)	68 229 198 en 2019 67 813 396 (Estimation Insee au 1er janvier 2022) (2)
POPULATION ACTIVE	153 000 en 2018	150 600 en 2019	-1,57%	30 709 000 en 2019
Dont 16-25 ans	Non renseigné	23 000 (16-29 ans) en 2019		2 870 000 en 2018
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	60 920 (1er trimestre 2021)	59 790 (1er trimestre 2022)	-1,85%	5 532 700 (1er trimestre 2022)
Moins de 25 ans	6 370 (1er trimestre 2021)	6 630 (1er trimestre 2022)	4,08%	334 100 (1er trimestre 2022)
25-49 ans	32 960 (1er trimestre 2021)	31 650 (1er trimestre 2022)	-3,97%	3 165 500 (1er trimestre 2022)
50 ans ou plus	21 590 (1er trimestre 2021)	21 510 (1er trimestre 2022)	-0,37%	1 444 600 (1er trimestre 2022)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	19,4 % au 4ème trimestre 2020	15,5 % au 4ème trimestre 2021	3,9 %	7,4 % au 4 ^{ème} trimestre 2021 (France hors Mayotte)
dont 15-29 ans	41% en 2019	35% en 2020	6%	20,2 % en 2020 (France hors Mayotte)
dont 30-49 ans	19% en 2019	20% en 2020	1%	7,4 % en 2020 (France hors Mayotte)
dont 50 ans et plus	14% en 2019	9% en 2020	5%	5,4 % en 2020 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, DARES, JO

⁽¹⁾ Décret no 2021-1946 du 31 décembre 2021 authentifiant les chiffres des populations (JO du 1er janvier 2022)

⁽²⁾ Estimation INSEE 18 janvier 2022 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893198



SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA RÉGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GÉNÉRIQUES (4ème trimestre 2021) (en milliers)	Tertiaire marchand	49 800	12 815,1
	Tertiaire Non marchand	51 300	8 129,3
	Industrie	8 800	3 131,3

Source: Insee, 2022

MÉTIERS EN TENSION	REGION NATIONAL	
	Liste des métiers porteurs en Guadeloupe	Liste 2022 des métiers émergents https://www.francecompetences .fr/app/uploads/2022/05/Guide- metiers-emergents liste- 2022 VF.pdf

Sources : Base FAR Centre Inffo et France Compétences, 2022



INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF	450 en 2021	471 en 2022	4,67%	93 193 en janvier 2021 selon le site data.gouv.fr
Formations commandées et rémunérées par les Conseils régionaux	2 600 en 2019	2 200 en 2020	-15,38%	187 100 en 2020

Sources : Annexe aux projets de loi de finances 2021 et 2022, Guadeloupe Formation

APPRENTISSAGE

	RÉGION		NATIONAL	
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	Non renseigné	32 en 2022	-	1330 CFA/SA en 2019-2020
Montant de la dépense pour l'apprentissage	16 ,5 M€ en 2019	9,3 M€ d'euros en 2020	-43,75%	156,8 M€ en 2020
Effectif d'apprentis	1 378 en 2018-2019	1340 en 2019-2020	-2,76%	478 803 en 2019-2020
Nb de contrats d'apprentissage	2014 en 2021	2014 en 2022	0%	718 000 en 2021

Sources: RERS, DARES PoEm, Loi de Finances pour 2021 et 2022, Ministère du travail de l'emploi et de l'insertion et Guadeloupe Formation





PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

Le territoire national compte désormais 123 Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers. 11 Campus des métiers et des qualifications ont vu leur label renouvelé en avril 2022, et 8 Campus ont obtenu le label Campus d'Excellence.

UN POLE DE COMPÉTITIVITÉ DANS LA RÉGION GUADELOUPE

Pôle de compétitivité Capenergies

Le pôle de compétitivité Capenergies facilite l'émergence, le financement et le développement de projets innovants au bénéfice des filières énergétiques décarbonées pour accélérer la Transition Énergétique dans les territoires. Il anime une communauté de 530 acteurs de l'énergie.

https://www.capenergies.fr/

Source: https://www.entreprises.gouv.fr/fr/innovation/poles-de-competitivite/annuaire

CAMPUS DES METIERS ET DES QUALIFICATIONS

Il existe aujourd'hui 123 campus des métiers et des qualifications, labellisés entre 2014 et avril 2022 - conformément au dernier arrêté datant du 23 avril 2022 fixant la liste des Campus des métiers et des qualifications labellisés

Cet arrêté donne la liste de onze nouveaux campus des métiers et des qualifications (CMQ) labellisés par les ministères de l'Éducation nationale, de l'économie, du travail et de l'enseignement supérieur, dont huit dans la catégorie "excellence". Quatre sont labellisés pour deux ans, quatre autres le sont pour trois ans et trois autres pour cinq ans.

DEUX CAMPUS METIERS EN GUADELOUPE

Campus des métiers et des qualifications du tourisme intégré et de la valorisation de la Guadeloupe

-Territoire : Guadeloupe et Caraïbes

-Secteurs professionnels : Tourisme, hôtellerie, accueil, restauration

-Filière(s) de formation: Métiers du tourisme et de l'accueil, métiers de l'hôtellerie-restauration, métiers de la

commercialisation

Campus des métiers et des qualifications de l'audiovisuel et du cinéma

-Territoire : Guadeloupe

-Secteurs professionnels : Numérique, Culture, Cinéma, Services

-Filière(s) de formation : Numérique, audiovisuel, cinéma, son, image, décors

Source : Ministère de l'Education nationale, 2022



PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	Divers gauche
Président(E)	Ary CHALUS
Vice-Président	-

COMMISSIONS

Formation professionnelle, insertion, apprentissage			
Présidente	Jennifer LINON		
Vice-Président	Jim LAPIN		
Commission économie – recherche et développement économie sociale et solidaire			
Présidente	Marie-Luce PENCHARD		
Vice-Présidente	Sheila RAMPATH		

DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

Direction générale adjointe de l'emploi et du développement humain				
Directeur	Jocelyn ELOUIN			
Direction de la formation professionnelle de l'apprentissage, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire				
Directrice	Marie-Céline ETIENNE			

Source : Conseil régional, 2022



SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	ROCHATTE	Alexandre	05 90 99 39 00
SGAR	ELBEZ	Régis	05 90 99 39 00
DEETS	DE GAILLANDE	Ludovic	05 90 80 50 50
Recteur	GANGLOFF-ZIEGLER	Christine	05 90 47 81 00

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX

CARIF-OREF

GUADELOUPE FORMATION

Directeur général : Bernard SAULCHOIR

Site internet : https://www.guadeloupeformation.com



BUDGETS

BUDGETS CONSOLIDÉS

BUDGETS 2017/2018/2019

En Millions d'euros

	Dépenses totales			Formation professionnelle et apprentissage		Enseignement			
	Dépenses			Dépenses		Dépenses			
	totales	fonctionne ment	d'investis sement	totales	fonctionn ement	d'investis sement	totales	de fonctionn ement	d'investisse ment
2017	368,3	208,6	159,7	49,2	40,2	9	45,6	29,3	16,3
2018	383,5	222,1	161,4	42,3	35,8	6,5	47,2	29,9	17,3
2019	458,2	233,5	224,7	37,2	28,8	8,4	63,9	34,7	29,2

Source : DGCL

AUTRES FINANCEURS EN RÉGION

En Millions d'euros

	RÉGION			NATIONAL	
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N	
BUDGET FPA DES REGIONS	42,3 en 2018	37,2 en 2019	-11,9%	4 388 M€ en 2019	

Source : DGCL, FPSPP, Loi de finances pour 2018, 2019, 2020

BUDGET PRIMITIF

Voté le 8 avril 2022- les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région

Le budget de la Région Guadeloupe pour 2022 s'élève à 641,77 millions d'euros, dont 115,16 millions d'euros sont consacrés à la formation, l'emploi et au développement humain.

BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2022 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	394 222 722	358 834 396
Investissement	327 858 215	346 015 818
Total	722 080 937	704 850 214



Capacités d'engagement

Libellé	BP 2021	BP 2022	Evol°
Formation professionnelle et apprentissage			
Fonctionnement	58 990 512 (AE)	60 688 838 (AE)	2,88% (AE)
Investissement	13 912 689 (AP)	6 789 451 (AP)	-51,2% (AP)
Action Economique			
Fonctionnement	9 982 310 (AE)	15 913 688 (AE)	59,42% (AE)
Investissement	59 554 000 (AP)	59 442 089 (AP)	-0,19% (AP)
Enseignement			
Fonctionnement	38 182 290 (AE)	40 113 793 (AE)	5,06% (AE)
Investissement	33 086 332 (AP)	31 765 600 (AP)	-3,99% (AP)

Source : Conseil régional, 2022



PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT)

CONTRAT DE PLAN ÉTAT-REGION 2015-2020 POUR LA GUADELOUPE (SIGNE LE 5 AOUT 2015)

Volet 5 : Cohésion sociale et employabilité

- « Stratégie sur l'emploi, l'orientation et la formation professionnelle »
- Axe stratégique 1 : les nombreux jeunes sortant du système scolaire sans qualification devront faire l'objet de mesures garantissant leur insertion sociale et professionnelle
- Axe stratégique 2 : la situation des actifs sur le marché du travail en matière de qualification et d'emploi et les besoins en compétences des entreprises devront s'inscrire dans une dimension territoriale fondée sur des diagnostics et analyses actualisées.
- Axe stratégique 3 : la sécurisation des parcours professionnels étant une des conditions pour une insertion durable dans l'emploi, la Guadeloupe devra conforter son outillage technique et méthodologique en direction des demandeurs d'emploi et des salariés.
- Axe stratégique 4 : la sécurisation de l'emploi et l'employabilité passeront par une élévation du niveau de formation et de qualification de tous les publics.
- Axe stratégique 5 : l'amélioration des dispositifs d'orientation, la promotion des parcours de formation en métropole et à l'international seront recherchées
- Axe stratégique 6 : les besoins des publics fragiles (personnes âgées, jeunes, handicapés, jeunes mères) seront anticipés par la création et le développement de services dédiés et d'une offre en infrastructures adaptées.

Source: Base FAR Centre Inffo, 2020

ACCORD TERRITORIAL DE RELANCE (SIGNE LE 28 SEPTEMBRE 2020)

En matière d'emploi et de formation, les priorités sont :

- La réduction des inégalités entre les territoires,
- Assurer la pérennisation des entreprises et favoriser la création des emplois
- Investir dans le capital humain en renforçant les actions en faveur de la jeunesse
- Renforcer l'attractivité de la Guadeloupe par le marketing territorial et le développement des pôles d'excellence.

Source: Base FAR, Centre Inffo, 2022

CPRDFOP 2017-2022

Délibération du 28 décembre 2016

Le CPRDFOP est articulé autour de 4 axes d'intervention :

- Axe 1 : Renforcer l'adéquation entre l'offre de formation professionnelle et les besoins en compétences et en qualification des entreprises du territoire
- Axe 2 : Garantir un accès de tous à une qualification professionnelle
- Axe 3 : Placer l'accès et le retour à l'emploi au centre de la politique régionale de formation et d'orientation professionnelle
- Gouvernance et pilotage emploi/formation/orientation

Source : Base FAR Centre Inffo, 2020



PACTE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES

Le Plan Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) de Guadeloupe a été signé le 3 juillet 2019 entre l'État et la Région, couvrant la période 2019-2022. Le PRIC est intégré au Contrat de Convergence et de Transformation de la Guadeloupe signé en juillet 2019. Ce contrat décline la stratégie de territoire entre l'État et les collectivités pour les quatre prochaines années. Les pouvoirs publics affichent ainsi la formation des guadeloupéens comme un levier important du développement du territoire.

Les principaux objectifs du PRIC :

- Objectif 1 : Renouvellement de l'offre de formation répondant aux besoins nouveaux et garante du retour à l'emploi
- Objectif 2 : Accès pour les publics les plus fragiles à une formation adaptée et sécurisation des parcours
- Objectif 3 : S'engager dans l'accélération de la modernisation de l'ingénierie de formation des modes de mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement pendant la formation
- Objectif 4 : Mise en œuvre des outils d'évaluation des actions et indicateurs de suivi.

Source: Base FAR, Centre Inffo, 2022

AVENANT AU PRIC (SIGNE LE 4 MAI 2021)

Le 4 mai 2021, Alexandre Rochatte, préfet de région, et Ary Chalus, président de la région Guadeloupe, ont signé l'avenant du pacte régional d'investissement dans les compétences.

La signature de l'avenant PRIC 2021 constitue un engagement sans précédent de l'État et de la Région pour augmenter le nombre de places en formation pour les jeunes et les demandeurs d'emplois, orientés en priorité vers les 4 secteurs et 2 filières stratégiques porteurs d'emplois en Guadeloupe.

Les nouveautés du PACTE en 2021

L'État renforce les moyens financiers pour la formation des jeunes et inscrit 5,5M€ supplémentaires issus du plan #1jeune1solution afin d'ouvrir de nouvelles formations.

1/ Plus de 700 parcours de formation supplémentaires seront ainsi disponibles pour les jeunes.

Ils s'adressent aux jeunes âgés de 16 à 29 ans révolus, peu ou pas qualifiés ou déjà titulaires d'un baccalauréat, notamment les personnes en situation d'échec dans l'enseignement supérieur.

2/ Les parcours de formation seront orientés vers les métiers qui recrutent et qui recruteront.

Au-delà des filières stratégiques identifiées par France Relance (numérique, transition écologique, santé) d'autres secteurs prioritaires sont identifiés en Guadeloupe :

- Économie Blue
- Agro-transformation
- Construction
- Économie sociale et solidaire

3/ En 2021, le PRIC est doté d'un budget d'une ampleur dépassant les 53 M€

- Financement Région : 24 M€

- Financement Etat Pacte :23.8 M€

- Financement Etat #1jeune1solution : 5.5 M€

Source : Base de données FAR, Centre Inffo 2022



SPRO

Convention SPRO entre l'État, le Rectorat et la Collectivité régionale signée le 17 janvier 2018.

Un label unique et un logo permettent désormais d'identifier les structures et les services dématérialisés participant à ce service public « Guadeloupe Orientation ».

La région Guadeloupe organise le service public « Guadeloupe Orientation », en collaboration avec l'Etat et les partenaires sociaux. C'est tout un ensemble de structures fonctionnant en réseau qui assure ce service public : Le Pôle emploi, le Cap emploi, la Cité des Métiers, le CIBC, la Mission locale, les Centres d'information et d'orientation (CIO), leréseau Information jeunesse (CRIJGUA, FLES), les services d'information et d'orientation des universités (SUIO), le Centre d'aide à la décision de la Chambre des Métiers, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), le FONGECIF, les organismes paritaires agréés au titre du Congé Individuel de Formation (OPACIF), le CNFPT, l'ONISEP et le CARIF OREF.

Source: Guadeloupe Orientation, 2018



DERNIERES ACTUALITÉS

La Région favorise l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle

Entre 2016 et 2022, la collectivité régionale a accompagné plus de 332 entreprises et associations à travers le dispositif emploi tremplin, pour le recrutement de 480 emplois en CDI dans des secteurs aussi variés que le commerce et la vente, l'économie sociale et solidaire notamment les services à la personne, l'agriculture, les espaces verts, l'alimentation et la restauration, le BTP, l'éducation et les loisirs ou encore le tertiaire.

La Région, entend aussi conforter son soutien aux structures relevant de secteurs émergents et porteurs (économie verte, économie bleue, développement durable, transition écologique, silver économie, numérique, etc.).

Aussi, pour se rendre compte de la mise en œuvre du dispositif emploi tremplin dans les entreprises bénéficiaires, le président du conseil régional Ary Chalus s'est rendu lundi 14 mars 202, dans l'entreprise Société Nouvelle de Récupération (SNR), située à Jarry Baie-Mahault.

L'entreprise SNR, spécialisée dans la récupération des métaux ferreux et non-ferreux depuis plus de 30 ans et employant 38 salariés, a bénéficié de ce dispositif en recrutant 3 jeunes en CDI.

A cette occasion, le parcours de ces jeunes a été mis en lumière. Ces derniers ont par ailleurs bénéficié d'une formation mise en place dans le cadre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)et repérés lors d'un accompagnement déployé sur le territoire par l'équipe en charge du Plan Action Jeunesse.

Destiné à faciliter et soutenir l'emploi pérenne en entreprise et l'emploi associatif, l'emploi tremplin s'adresse ainsi à toute entreprise ou association qui s'engage à embaucher un demandeur d'emploi en contrat à durée indéterminée (CDI). Au total c'est un budget de 5,7 millions d'euros, mobilisé par la collectivité régionale autour de ce dispositif.

Favoriser l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle des Guadeloupéens constitue une priorité pour le conseil régional, chef de file en matière de formation professionnelle et de développement économique.

Source: Région Guadeloupe, mars 2022

Plan d'action Jeunesse en Guadeloupe

Akto s'apprête à signer des conventions de délégation avec quatre opérateurs de compétences non présents dans les Avec la volonté de se positionner comme un partenaire majeur des jeunes pour la formation, la recherche d'emploi, la création d'entreprises ou encore d'associations, la Région Guadeloupe a fait connaître son Plan Action Jeunesse le 29 novembre dernier. Le Plan Action Jeunesse (PAJ) identifie les actions concrètes des partenaires, acteurs de terrain, autour de 5 axes majeurs : l'emploi / entreprenariat, l'éducation, la citoyenneté, le sport et la culture.

C'est le le 23 février 2022, que la Région a déployé ce plan Action Jeunesse dans la ville de Petit-Canal, en présence du président du conseil régional, Ary Chalus ; des élus régionaux — Eddy Chateaubon en charge de la jeunesse, Sheila Rampath et Aurélie Bitufwila-Yerbe —; du maire de Petit-Canal Blaise Mornal ; et du président de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre, Jean Bardail.

Ce plan recevra un budget de 5 millions d'euros « pour permettre à chaque jeune de trouver sa voie et de construire lui même son parcours ».

Source : Région Guadeloupe, février 2022

En Guadeloupe, le pacte régional d'investissement dans les compétences dope le nombre d'entrées en formation

La Région, qui affichait un taux d'entrées en formation annuel de 2200 entrées par an, a augmenté de 5300 le nombre d'entrées grâce à ce plan. Puis, entre 2015 et 2017, « nous avons compté 11 400 entrées, pour un coût moyen de 3000 euros par personne formée », explique Jennifer Linon.

Dialogue avec l'ensemble des acteurs

La Guadeloupe connaît des problématiques particulières, dues à la géographie — un archipel qui rend les déplacements difficiles — et un manque d'équipements techniques. La question de la durée des formations et de leur localisation est donc cruciale. Répondre à ces difficultés spécifiques nécessite de « dialoguer avec l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle », constate Jennifer Linon. « Nous avons donc redonné sa place au Crefop (comité régional pour l'emploi, la formation et l'orientation professionnelles), qui rassemble l'Etat, la Région et les partenaires sociaux ».

Avant la loi de 2018, qui lui a retiré cette compétence, la Région a porté une attention particulière à l'apprentissage. Elle a investi dans l'équipement des différents CFA (centres de formation d'apprentis) et des MFR (Maisons familiales et rurales) existants. En effet, « nous demandions systématiquement aux CFA de quels plateaux techniques ils disposaient pour proposer telle ou telle formation ». Si l'équipement était manquant, ils pouvaient demander une subvention à la Région. C'est ainsi que la MFR du Lamentin a été dotée d'une cuisine moderne, « mais aussi de vestiaires ». Car, comme le souligne Jennifer Linon, « on ne peut pas demander à des jeunes de vivre dans des conditions indignes toute la semaine » et l'apprentissage reste « une voie qui manque d'attractivité en Guadeloupe ».

Nouveaux moyens d'action

Le Pric (pacte régional d'investissement dans les compétences) a donné de nouveaux moyens d'action à la Région, qui s'ajoutent au plan de formation habituel. « Le Pric vise un public très éloigné de l'emploi, avec un objectif de proposer des formations sur mesure et qualifiantes », rappelle Jennifer Linon. « Ces formations-là fonctionnent par module, pas par session, afin de s'adapter aux besoins de chacun. » Entre 2019 et 2020, 5376 personnes en ont bénéficié. Avec le plan de relance, au niveau régional, le Pric a permis de cibler les besoins prioritaires du territoire en termes de formation. Ce qui correspond d'abord au BTP, avec de gros chantiers en cours comme la construction du nouveau CHU (centre hospitalier universitaire), qui nécessite de la maind'œuvre dans tous les corps de métier. Mais aussi à l'agro-transformation, notamment sur le secteur de Grande-Terre, à l'ESS (économie sociale et solidaire), à l'économie de la mer, au numérique et à la transition écologique. « Nous avons ouvert des appels à projets sur ces cinq thématiques, précise Jennifer Linon. Les centres de formation sont très réactifs et ce sont eux, les acteurs de la formation professionnelle, qui vont proposer des projets adaptés aux besoins des territoires et aux conséquences de la crise. »

Modernisation

Toutefois, la crise sanitaire a révélé une nécessité de « modernisation des programmes et des actions de formation ». Malgré des investissements dans le haut débit, tout le monde n'a pas accès au réseau internet, à cause de zones blanches persistantes, ce qui rend difficile, notamment, les formations à distance comme elles ont pu avoir lieu ailleurs lors de la crise sanitaire.

Source: Le Quotidien de la formation, Sarah NAFTI, 1er juin 2021



NOTES	



Centre Inffo propose une information dédiée, actualisée et continue sur la mise en œuvre des politiques régionales de formation professionnelle, d'orientation, d'insertion et d'apprentissage des 18 collectivités territoriales:

- la rubrique Régions sur www.centre-inffo.fr traite chaque jour de l'actualité du secteur en Région et y consacre des dossiers thématiques (PRIC, Covid-19...)
 - le fil twitter @inffo_regions (7000 followers) vous informe en temps réel des actualités et points de vue des acteurs
 - la base de données « Formation et apprentissage en région » vous permet d'accéder aux mesures phare des politiques régionales (CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales…)
 - tous les 15 jours, le magazine *Inffo Formation* valorise les initiatives et innovations portées par les acteurs du secteur en région

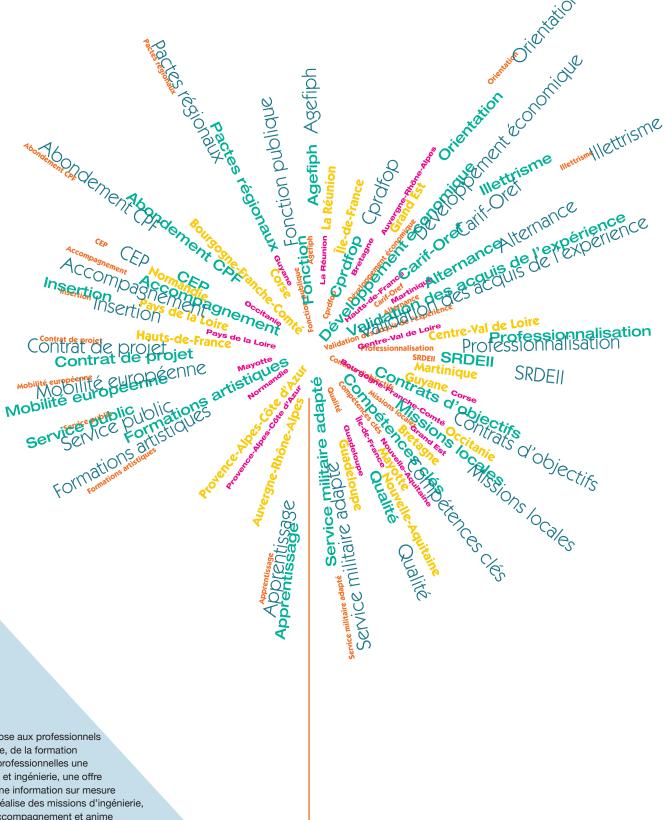
Centre Inffo met à la disposition des acteurs régionaux de nombreuses ressources en accès gratuit:

- des dépliants et plaquettes pour mieux identifier les réseaux et structures du secteur de la formation, de l'orientation et de l'apprentissage
- des brochures réalisées en partenariat avec Régions de France https://www.centre-inffo.fr/site-regions-formation/nos-publications
- et pour assurer une veille complète, les dossiers documentaires et bases de données bibliographiques (www.ressources-de-la-formation.fr)



Suivez Centre Inffo www.centre-inffo.fr

Les Régions au cœur de la formation



Centre Inffo propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels.

Association sous tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public de capitalisation dans le champ de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles.

Fort d'une équipe de 72 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et ses clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux

Centre Inffo

4. avenue du Stade-de-France 93218 Saint-Denis-La Plaine cedex Tél.: 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International contact.regions@centre-inffo.fr